



*Liberté • Égalité • Fraternité*  
**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

PREFET DU NORD

Préfecture du Nord

Direction de la Coordination  
des Politiques Interministérielles

Bureau des installations classées  
pour la protection de l'environnement

Réf. : DCPI-BICPE -LR

**Arrêté préfectoral instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de produits chimiques AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE (ALFI) dans le département du Nord**

Le Préfet de la région Hauts-de-France  
Préfet du Nord  
Officier de la Légion d'Honneur  
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L554-5, L555-16, R555-22, R555-30 et 31, R554-60 et 61 ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L101-2, L132-1 et 2, L151-1 et suivants, L153-60, L161-1 et suivants, L163-10, R431-16 ;

Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles R122-22 et R123-46 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 21 avril 2016 portant nomination du préfet de la région Nord - Pas-de-Calais – Picardie, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, Préfet du Nord, M. Michel LALANDE ;

Vu le décret n° 2016-1265 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région des Hauts-de-France ;

Vu l'arrêté préfectoral du 31 décembre 2019 portant délégation de signature à M. Nicolas VENTRE, en qualité de secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord ;

Vu le décret n° 2017-1557 du 10 novembre 2017 modifié relatif à la sécurité des ouvrages de transport et de distribution ainsi qu'à la conformité et à l'installation des appareils et matériels concourant à l'utilisation des gaz combustibles ;

Vu l'arrêté ministériel du 5 mars 2014 modifié définissant les modalités d'application du chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement et portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques ;

Vu le rapport du 30 septembre 2019 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France ;

Vu l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du Nord lors de sa séance du 19 novembre 2019 ;

.../...

Considérant que les canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques, en service à la date de l'entrée en vigueur des articles R555-2 et suivants du code de l'environnement, doivent faire l'objet d'institution de servitudes d'utilité publique relatives à la maîtrise de l'urbanisation en raison des dangers et des inconvénients qu'elles présentent ;

Considérant que selon l'article L555-16 du code de l'environnement, les périmètres à l'intérieur desquels les dispositions en matière de maîtrise de l'urbanisation s'appliquent sont déterminés par les risques susceptibles d'être créés par une canalisation de transport en service, notamment les risques d'incendie, d'explosion, ou d'émanation de produits toxiques menaçant gravement la santé ou la sécurité des personnes ;

Considérant que l'ensemble des maires et présidents d'intercommunalités des communes concernées a été informé par courrier préfectoral du 16 mars 2016 ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture du Nord ;

## ARRETE

### **Article 1 :**

Des servitudes d'utilité publique sont instituées dans les zones d'effets générées par les phénomènes dangereux susceptibles de se produire sur les canalisations de transport exploitées par la société ALFI conformément aux distances figurant dans les tableaux et reproduites sur les cartes annexées<sup>(1)</sup> au présent arrêté.

Seules les distances SUP1 sont reproduites dans les cartes annexées au présent arrêté.

Les restrictions supplémentaires fixées par l'article 3 pour les projets d'urbanisme dont l'emprise atteint les SUP2 ou 3 sont mises en œuvre dans le cadre de l'instruction de l'analyse de compatibilité obligatoire pour tout projet dont l'emprise atteint la SUP1.

En cas d'écart entre les valeurs des distances SUP figurant dans les tableaux et la représentation cartographique correspondante des SUP telle qu'annexée au présent arrêté, les valeurs des tableaux font foi, appliquées au tracé réel des canalisations concernées.

### **Article 2 :**

La liste des communes concernées par le présent arrêté figure en annexe 1.

### **Article 3 :**

Conformément à l'article R555-30 b) du code de l'environnement, les servitudes sont les suivantes, en fonction des zones d'effets :

**Servitude SUP1, correspondant à la zone d'effets létaux (PEL) du phénomène dangereux de référence majorant au sens de l'article R555-10-1 du code de l'environnement :**

La délivrance d'un permis de construire relatif à un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou à un immeuble de grande hauteur est subordonnée à la fourniture d'une analyse de compatibilité ayant reçu l'avis favorable du transporteur ou, en cas d'avis défavorable du transporteur, l'avis favorable du préfet rendu au vu de l'expertise mentionnée au III de l'article R555-31 du code de l'environnement.

L'analyse de compatibilité est établie conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 5 mars 2014 modifié susvisé.

.../...

(1) Les cartes annexées au présent arrêté peuvent être consultées dans les services de :

- la Préfecture du Nord
- la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement des Hauts de France,
- les mairies des communes concernées

**Servitude SUP2**, correspondant à la zone d'effets létaux (PEL) du phénomène dangereux de référence réduit au sens de l'article R555-10-1 du code de l'environnement :

L'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 300 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur à l'intérieur de cette zone est interdite.

**Servitude SUP3**, correspondant à la zone d'effets létaux significatifs (ELS) du phénomène dangereux de référence réduit au sens de l'article R555-10-1 du code de l'environnement :

L'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur à l'intérieur de cette zone est interdite.

#### **Article 4 :**

Conformément à l'article R.555-30-1 du code de l'environnement, le maire informe le transporteur de toute demande de permis de construire, de certificat d'urbanisme opérationnel ou de permis d'aménager concernant un projet situé dans l'une des zones définies à l'article 3.

#### **Article 5 :**

Les servitudes instituées par le présent arrêté sont annexées sans délai aux plans locaux d'urbanisme et aux cartes communales des communes concernées conformément aux articles L151-43, L153-60, L161-1 et L163-10 du code de l'urbanisme.

#### **Article 6 :**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

I - Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Lille conformément aux dispositions de l'article R554-61 :

a) Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de la canalisation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L554-5, dans un délai de quatre mois à compter de la publication de ces décisions ;

b) Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

II - Les décisions individuelles mentionnées au premier alinéa du I peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés au I.

III - Les tiers intéressés peuvent déposer une réclamation auprès du préfet, à compter de la mise en service d'un projet de canalisation autorisé, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans l'autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de la canalisation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L554-5.

Le préfet dispose d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la réclamation, pour y répondre de manière motivée. A défaut, la réponse est réputée négative.

S'il estime la réclamation fondée, le préfet fixe des prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R555-22.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

.../...

**Article 7 :**

La secrétaire générale de la préfecture du Nord est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- maires des communes concernées dont la liste est annexée au présent arrêté,
- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France,
- directeur départemental des territoires et de la mer du Nord,

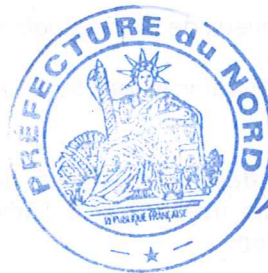
En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé dans les mairies concernées (liste jointe en annexe) et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché en mairies pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins des maires,

- en application de l'article R554-60 du code de l'environnement, le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Nord et sur le site internet des services de l'État dans le Nord ([www.nord.gouv.fr/canalisation](http://www.nord.gouv.fr/canalisation)) pendant une durée minimale d'un an.

Fait à LILLE, le 28 FEV. 2020

Pour le préfet,  
Le Secrétaire Général Adjoint



Nicolas VENTRE

## Annexe 1 : Liste des communes impactées

|                         |           |
|-------------------------|-----------|
| Allennes-les-Marais     | Annexe 2  |
| Annoeullin              | Annexe 3  |
| Ambouts-Cappel          | Annexe 4  |
| Artres                  | Annexe 5  |
| Assevent                | Annexe 6  |
| Auby                    | Annexe 7  |
| Aulnoy-lez-Valenciennes | Annexe 8  |
| La Bassée               | Annexe 9  |
| Blaringhem              | Annexe 10 |
| Boëseghem               | Annexe 11 |
| Bollezeele              | Annexe 12 |
| Boussois                | Annexe 13 |
| Bouvignies              | Annexe 14 |
| Brouckerque             | Annexe 15 |
| Camphin-en-Carembault   | Annexe 16 |
| Capelle-la-Grande       | Annexe 17 |
| Carnin                  | Annexe 18 |
| Coudekerque-Branche     | Annexe 19 |
| Coutiches               | Annexe 20 |
| Crespin                 | Annexe 21 |
| Cugies                  | Annexe 22 |
| Denain                  | Annexe 23 |
| Drincham                | Annexe 24 |
| Dunkerque               | Annexe 25 |
| Ebblinghem              | Annexe 26 |
| Elesmes                 | Annexe 27 |
| Eringhem                | Annexe 28 |
| Erre                    | Annexe 29 |
| Escaudain               | Annexe 30 |
| Estreux                 | Annexe 31 |
| Famars                  | Annexe 32 |
| Faumont                 | Annexe 33 |
| Feignies                | Annexe 34 |
| Ferrière-la-Grande      | Annexe 35 |
| Grande-Synthe           | Annexe 36 |
| Hantay                  | Annexe 37 |
| Hautmont                | Annexe 38 |
| Hélesmes                | Annexe 39 |
| Hornaing                | Annexe 40 |
| Leffrinckoucke          | Annexe 41 |
| Loon-Plage              | Annexe 42 |
| Lynde                   | Annexe 43 |
| Maing                   | Annexe 44 |
| Marchiennes             | Annexe 45 |
| Marquillies             | Annexe 46 |
| Maubeuge                | Annexe 47 |
| Moncheaux               | Annexe 48 |
| Mons-en-Pévèle          | Annexe 49 |
| Neuf-Mesnil             | Annexe 50 |
| La Neuville             | Annexe 51 |
| Noordpeene              | Annexe 52 |
| Ochtezeele              | Annexe 53 |
| Phalempin               | Annexe 54 |
| Pitgam                  | Annexe 55 |
| Prouvy                  | Annexe 56 |
| Quarouble               | Annexe 57 |

VU POUR ETRE ANNEXE  
à mon acte en date du

28 FEV. 2020

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général Adjoint

Nicolas VENTRE

|                        |            |
|------------------------|------------|
| Quiévrechain           | Annexe 58  |
| Recquignies            | Annexe 59  |
| Renescure              | Annexe 60  |
| Rombles-et-Marchipont  | Annexe 61  |
| Rousies                | Annexe 62  |
| Rouvignies             | Annexe 63  |
| Rubrout                | Annexe 64  |
| Sainghin-en-Weppes     | Annexe 65  |
| Saint-Saulve           | Annexe 66  |
| Salomé                 | Annexe 67  |
| Saultain               | Annexe 68  |
| Sebourg                | Annexe 69  |
| La Sentinelle          | Annexe 70  |
| Sercus                 | Annexe 71  |
| Spycker                | Annexe 72  |
| Téteghem               | Annexe 73  |
| Thiennes               | Annexe 74  |
| Thumeries              | Annexe 75  |
| Thrith-Saint-Léger     | Annexe 76  |
| Vieux-Reng             | Annexe 77  |
| Villers-Sire-Nicole    | Annexe 78  |
| Wahagnies              | Annexe 79  |
| Waller                 | Annexe 80  |
| Wandignies-Hamage      | Annexe 81  |
| Warlaing               | Annexe 82  |
| Wavrechain-sous-Denain | Annexe 83  |
| Zuytpeene              | Annexe 84  |
| Don                    | Annexe 85  |
| Merville               | Annexe 86  |
| Bailleul               | Annexe 87  |
| La Longueville         | Annexe 88  |
| Douai                  | Annexe 89  |
| Waziers                | Annexe 90  |
| Emerchicourt           | Annexe 91  |
| Louvroil               | Annexe 92  |
| Abscon                 | Annexe 93  |
| Anhiers                | Annexe 94  |
| Attiches               | Annexe 95  |
| Audignies              | Annexe 96  |
| Bavay                  | Annexe 97  |
| Bermeries              | Annexe 98  |
| Le Doulieu             | Annexe 99  |
| Esquerchin             | Annexe 100 |
| Estaines               | Annexe 101 |
| Flers-en-Escrebieux    | Annexe 102 |
| Flines-les-Râches      | Annexe 103 |
| Frasnoy                | Annexe 104 |
| Lauwin-Planque         | Annexe 105 |
| Maresches              | Annexe 106 |
| Neuf-Berquin           | Annexe 107 |
| Préseau                | Annexe 108 |
| Preux-au-Sart          | Annexe 109 |
| Râches                 | Annexe 110 |
| Raimbeaucourt          | Annexe 111 |
| Saint-Waast            | Annexe 112 |
| Sin-le-Noble           | Annexe 113 |
| Steenwerck             | Annexe 114 |
| Villers-Pol            | Annexe 115 |

VOUS POUR ÊTRE ANNEXE  
à non date en date du

le Préfet et par détermination  
le Secrétaire Général Adjoint

Nicolas VENTRE